



L'ÉDUCATION DES FILLES ET LE MARIAGE DES ENFANTS

La scolarisation des filles constitue l'un des meilleurs moyens de prévenir le mariage des enfants. Inversement, le mariage des enfants continue de restreindre considérablement l'accès des filles à une éducation de qualité. Peu importe la raison de l'abandon scolaire d'une fille, une fois mariée, elle aura beaucoup de difficulté à reprendre ses études. Dans la présente note d'information, nous explorons les faits importants, les effets réciproques, les facteurs communs et les solutions ayant trait à l'éducation et au mariage des enfants.



IMAGE : Kavita avec ses amies à l'école au Rajasthan, en Inde. Elle veut terminer ses études avant d'aller vivre avec son mari. Photo: *Filles, Pas Epouses*/Allison Joyce

Le mariage des enfants constitue une violation des droits humains. La pratique est tributaire de facteurs complexes et différents d'un contexte à l'autre, notamment les inégalités de genre, la pauvreté, les normes sociales discriminatoires à l'égard des filles, le droit coutumier ou religieux qui tolère la pratique et les lacunes du cadre législatif et du système d'enregistrement civil. Le lien entre le mariage des enfants et l'éducation des filles est à double sens et les décisions prises en la matière sont complexes et influencées par une variété de facteurs. Par exemple, une fille abandonnant l'école pour une raison ou une autre peut se retrouver face à un manque de possibilités autres que le mariage. À l'inverse, une fille mariée pendant l'enfance peut être contrainte à abandonner l'école.

Faits importants

- **La scolarisation des filles, en particulier au niveau secondaire, constitue l'un des meilleurs moyens de retarder le mariage des enfants.** En moyenne, une fille est 6 % moins susceptible de se marier pendant l'enfance pour chaque année d'études secondaires supplémentaire.
- **L'incidence de la scolarisation sur le moment du mariage est plus forte que celle du mariage sur la scolarisation.** C'est-à-dire que plutôt que d'abandonner l'école pour se marier, la plupart des filles abandonnent l'école puis se marient.
- **L'éducation est l'un des plus puissants vecteurs de l'égalité des genres** parce qu'elle renforce l'autonomie des élèves et leur donne les moyens de remettre en question les normes de genre discriminatoires².
- **Les fermetures d'écoles et les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 menacent** des décennies de progrès vers l'égalité des genres : les filles sont exposées à un plus grand risque de violence basée sur le genre (VBG), d'exploitation sexuelle, de grossesse précoce et de mariage des enfants³.

Des progrès inégaux

Au cours des 25 dernières années, d'énormes progrès ont été réalisés en matière de prévention du mariage des enfants et d'amélioration de l'accès des filles à l'éducation. Le nombre de filles qui se marient ou deviennent des mères a diminué et plus de filles s'inscrivent à l'école et terminent leurs études primaires et leur premier cycle d'enseignement secondaire. Cependant, ces progrès sont inégaux et loin d'être équitables. Les filles des pays les plus pauvres et des ménages les plus marginalisés (notamment les filles de régions rurales, de communautés autochtones ou de contextes fragiles ou humanitaires) sont beaucoup plus susceptibles d'abandonner l'école ou de se marier pendant l'enfance. À moins d'accélérer les progrès, nous ne réaliserons pas les cibles des Objectifs de développement durable (ODD) liées au mariage et à l'éducation des filles.

Mariage des enfants : évolution de la situation

- **Une fille sur cinq** est mariée pendant l'enfance aujourd'hui,⁴ comparativement à **une fille sur quatre en 2004**⁵. Les progrès ont été les plus grands dans les milieux plus aisés⁶.
- **19 % des filles dans le monde** aujourd'hui se marient pendant l'enfance⁷.
- **36 % des filles des pays aux revenus les plus faibles** se marient avant l'âge de 18 ans, soit près du double de la moyenne mondiale⁸.

Éducation des filles : évolution de la situation⁹

- **180 millions** de filles supplémentaires se sont inscrites à l'école primaire et secondaire depuis 1995, et les résultats d'apprentissage des filles se sont améliorés.
- L'indice de parité des élèves dans l'enseignement primaire et secondaire a augmenté : **le même nombre de filles et de garçons étaient inscrit-e-s à l'école en 2018**, alors que ce nombre était de 90 filles pour 100 garçons en 1995.
- Les filles sont toujours **beaucoup moins susceptibles d'être scolarisées que les garçons dans de nombreux pays à faible revenu**.
- Les trois quarts des enfants en âge d'être scolarisé-e-s qui n'iront jamais à l'école sont des filles.
- Dans au moins **20 pays** (la plupart en Afrique subsaharienne), pratiquement aucune femme pauvre de région rurale ne termine le deuxième cycle du secondaire.
- Seulement une fille autochtone sur dix achève ses études secondaires en Amérique latine¹⁰.

Conséquences du mariage des enfants sur l'éducation des filles

Les jeunes filles mariées font face à de nombreux obstacles à l'éducation, notamment les responsabilités domestiques, la stigmatisation, l'exclusion forcée de l'école et les normes de genre qui les forcent à rester à la maison. Le mariage des enfants est souvent suivi d'une grossesse précoce qui provoquera l'abandon ou l'exclusion scolaire de la fille en raison de lois nationales, de l'absence de soutien à la réinscription et de la stigmatisation¹¹. Le mariage des enfants est également plus susceptible d'être répandu dans les contextes où les possibilités d'éducation des filles sont limitées¹². Plus une fille se marie jeune, plus les répercussions sont graves¹³. Une fois mariée, il est très peu probable qu'une fille reste ou retourne à l'école.

Faits à travers le monde¹⁴

- Jusqu'à **30 %** des abandons scolaires des filles sont attribuables au mariage des enfants ou à une grossesse précoce, selon les parents de 15 pays.
- Selon une étude mondiale, **2,4 %** des filles âgées entre 15 et 19 ans sont mariées et fréquentent l'école.

Conséquences de l'éducation des filles sur le mariage des enfants

L'effet protecteur de l'éducation est à son maximum au niveau secondaire. Pour chaque année d'enseignement supplémentaire, le risque de mariage des enfants diminue¹⁵. L'enseignement secondaire constitue une protection plus solide et plus fiable contre le mariage des enfants que l'enseignement primaire. Une fille qui fréquente l'école primaire est tout aussi susceptible de subir un mariage d'enfant qu'une fille sans aucune instruction.

Les filles les plus marginalisées risquent d'être laissées de côté. Les filles (en particulier celles de familles pauvres, de régions rurales et de groupes marginalisés) ne parviendront pas à l'enseignement secondaire sans une éducation primaire de qualité et sans l'élimination des obstacles à leur transition vers l'éducation secondaire, notamment les frais de scolarité, la distance pour se rendre à l'école et les examens d'entrée.

Les conséquences de l'éducation des filles sont intergénérationnelles. L'éducation des filles d'une génération contribue à repousser l'âge de mariage des filles qu'elles auront plus tard. Cependant, et quoique la mobilité éducative se soit relativement améliorée ces dernières décennies, le nombre d'années d'études d'une fille demeure beaucoup plus tributaire de l'éducation de ses parents (et plus particulièrement de sa mère) que chez les garçons. Les femmes instruites sont plus susceptibles d'investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants, comme elles sont plus portées à accorder de l'importance à la scolarisation et d'être conscientes des retombées positives de l'enseignement. Par conséquent, leurs enfants ont une meilleure nutrition, des taux de vaccination plus élevés, des taux de scolarisation plus élevés et de meilleurs résultats scolaires¹⁶.



IMAGE : Melody dirige un atelier du programme "Let Girls Lead" à Chimaltenango, au Guatemala. Photo : Girls Not Brides/James Rodríguez/Arete

Économiquement parlant, il est avantageux pour les pays d'éduquer les filles et de mettre fin au mariage des enfants. En plus d'être la bonne chose à faire pour les filles et les femmes, l'éducation des filles et la fin du mariage des enfants ont des retombées énormes sur la société et l'économie. L'éducation améliore la santé et les moyens de subsistance, contribue à la stabilité sociale et stimule la croissance économique. Pour chaque année d'enseignement supplémentaire, une femme peut accroître son revenu de 20 pour cent¹⁷. Les États qui n'instruisent pas les filles à la même hauteur que les garçons peuvent perdre plus d'un milliard de dollars américains par année¹⁸. Parmi les avantages socioéconomiques de la fin du mariage des enfants, on compte la diminution du taux de croissance démographique, l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) par habitant, la réduction de la mortalité infantile, l'augmentation du revenu des femmes et l'interruption du cycle de pauvreté et des désavantages intergénérationnels¹⁹.

Faits à travers le monde

- **Au Népal**, les femmes qui possèdent au moins un certificat de fin d'études (CFE) se marient en moyenne à l'âge de 22,4 ans. Il s'agit du seul groupe de femmes qui se marient après avoir atteint l'âge minimum légal de mariage. Les femmes sans éducation se marient 4,6 ans avant les femmes qui possèdent au moins un CFE.
- **En Éthiopie**, une étude a démontré que les filles de mères instruites sont deux fois moins susceptibles de se marier avant l'âge de 18 ans que les filles de mères sans instruction. Comme cette causalité est absente lorsqu'il est question du niveau d'instruction du père, on suppose qu'elle est attribuable au rôle de modèle de la mère²⁰.

Contribution des organisations membres de Filles, Pas Epouses :

- Au Guatemala, [SERniña](#) organise des ateliers dans les écoles pour jeunes de milieux défavorisés. Les ateliers portent sur le renforcement de l'estime de soi, la remise en question des attentes et des normes de genre, l'établissement de relations saines et une existence fondée sur des valeurs.
- Au Nigeria, la [Dynamic Youth Development Organisation](#) collabore avec des leaders traditionnels et religieux, des parents et des tuteur-rices pour les encourager à appuyer l'éducation des filles et à mettre fin du mariage des enfants.
- En Inde, [Pro Sport Development](#) a collaboré avec *Filles, Pas Epouses* à l'organisation d'une consultation nationale de deux jours et à la rédaction d'un [rapport](#) sur les moyens d'utiliser le sport pour remédier à la discrimination fondée sur le genre en Inde

Mariage des enfants et manque d'éducation des filles : facteurs communs

Souvent, on décide de retirer une fille de l'école et de la marier au même moment et pour les mêmes raisons. Le travail pour la fin du mariage des enfants et la scolarité des filles doit donc influencer sur ces facteurs communs.

Inégalités et normes de genre discriminatoires

Le mariage des enfants et le manque d'accès à une éducation de qualité des filles trouvent leur origine dans les inégalités de genre et l'idée selon laquelle les filles et les femmes sont inférieures aux garçons et aux hommes. Ces inégalités privent les filles et les femmes de leurs droits humains, entraînent une préférence pour l'éducation des garçons et conduisent au mariage des enfants, aux grossesses précoces, à la violence sexuelle et à la violence basée sur le genre. Elles limitent également la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles, restreignent leurs déplacements et contribuent à une répartition inégale des travaux ménagers et des tâches familiales non rémunérées. À l'échelle mondiale, les filles de 10 à 14 ans passent en moyenne 50 pour cent plus de temps que les garçons à effectuer des tâches ménagères non rémunérées, ce qui peut nuire à leur apprentissage²¹.

La discrimination ethnique et culturelle dans les écoles constitue également un obstacle majeur à l'égalité d'accès à l'enseignement. En Amérique latine, par exemple, les filles autochtones sont confrontées à un environnement scolaire peu accueillant, à de la discrimination fondée sur le genre, à de la violence et parfois à des agressions sexuelles, facteurs qui contribuent tous à de mauvais résultats scolaires et à des taux d'abandon élevés²².

L'éducation est l'un des vecteurs les plus puissants de l'égalité des genres. Elle aide les filles à acquérir des compétences diverses et les prépare au marché du travail, en plus de développer leur confiance en soi et leur aptitude à la communication. De plus, les pratiques et programmes scolaires, ainsi que les modèles et les pairs qui défient les stéréotypes, exposent les élèves à de nouvelles idées en matière de genre. Une forte fréquentation scolaire des filles peut contribuer à changer les normes en matière de mobilité féminine, à favoriser l'acceptation de l'éducation des filles et à changer la façon dont les filles et les jeunes femmes sont perçues dans les communautés.

Cependant, à défaut d'un effort délibéré pour les remettre en question, les normes et pratiques discriminatoires sont souvent reproduites dans les écoles, qui tendent à refléter la société en général. Les préjugés sexistes dans le matériel pédagogique, les attentes différentes envers les filles et les garçons et l'assignation de tâches genrées sont tout autant de facteurs qui contribuent à perpétuer les normes de genre discriminatoires et nuisent aux résultats scolaires. À l'opposé, un environnement et un programme scolaires promouvant l'égalité des genres peuvent donner aux filles et aux garçons les moyens de devenir des membres actifs de leur communauté et de remettre en cause les normes de genre discriminatoires²³.

Pauvreté

La pauvreté est une importante cause du mariage des enfants et du manque d'éducation des filles. Les pressions économiques, conjuguées à des normes de genre qui déprécient l'éducation des filles, poussent plus souvent les filles que les garçons à abandonner l'école pour aider à la maison ou travailler. Dans les pays où les ressources sont limitées, les fonds sont souvent insuffisants pour financer des systèmes d'enseignement accessibles, de qualité et à prix abordable. Résultat : ce sont les familles qui assument la majeure partie des coûts directs (frais de scolarité au niveau secondaire) et indirects (coût des uniformes, des livres, des examens et du transport). Ces coûts représentent un obstacle pour de nombreuses familles et les filles sont plus susceptibles d'être retirées de l'école que leurs frères lorsque l'argent vient à manquer. Les enfants vivant dans des régions rurales pauvres sont également plus susceptibles d'être touché-e-s par des facteurs comme l'absence d'écoles et de transports adéquats.

Contribution des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* :

- En Inde, dans le cadre de son programme « Girl Icons », la [Milaan Foundation](#) a collaboré avec *Filles, Pas Epouses* pour aider des filles-leaders à mener des enquêtes sur différents sujets : l'accès aux régimes publics de protection sociale, les obstacles structurels à l'éducation des filles et l'impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation des filles, le mariage des enfants et les VBG dans l'Uttar Pradesh.
- Au Kenya, l'organisation [Kakenya's Dream](#) gère un programme de soutien Réseau d'excellence pour les 200 filles qui ont achevé leurs études dans ses pensionnats. Kakenya's Dream offre un mentorat, des leçons particulières, un soutien financier et des ressources essentielles aux filles suivant des programmes d'enseignement secondaire et supérieur.
- Au Libéria, [Parental Care Liberia](#) octroie des bourses aux filles défavorisées, aux filles exposées à un risque de mariage et aux filles déjà mariées.

Manque de soins et d'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive, et grossesses chez les adolescentes

Les grossesses sont étroitement liées à l'abandon et à l'exclusion scolaire des adolescentes dans de nombreuses régions. Dans certaines parties d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine, les grossesses involontaires sont une importante cause d'abandon scolaire. Dans toutes les régions, un niveau de scolarité plus élevé est associé à des taux plus faibles de grossesses chez les adolescentes. La crainte des parents de voir leur fille tomber enceinte contribue également de manière importante à l'abandon scolaire et au mariage précoce. Selon certains parents, l'école pourrait donner l'occasion aux filles d'avoir des relations sexuelles ou exposer ces dernières au risque d'exploitation sexuelle.

Bon nombre de mères adolescentes ne retournent pas à l'école après avoir accouché pour diverses raisons : leur école ne leur permet pas, elles n'ont personne pour la garde de l'enfant, leurs familles leur en empêchent ou elles se sentent incapables de faire face à la stigmatisation et au jugement de leurs camarades de classe et de leurs enseignant-e-s. Dans certains pays, il est interdit aux filles enceintes de retourner à l'école. Dans d'autres, des politiques et des stratégies de réintégration sont en place, mais ne sont pas entièrement mises en œuvre. Dans une de nos enquêtes menée en 2020, les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* ont indiqué que la violation du droit des filles enceintes à une éducation constituait l'un des plus importants problèmes limitant l'accès à l'éducation et la rétention scolaire des filles²⁴.

Faits à travers le monde

- La prévalence des **grossesses chez les adolescentes dans le monde a diminué d'un tiers** entre 1995 et 2020²⁵.
- **14 % des femmes de 20 à 24 ans** dans le monde ont donné naissance avant l'âge de 18 ans en 2019. En Afrique subsaharienne, le taux était de **25%**²⁶.
- Les filles **abandonnent souvent l'école en raison d'une grossesse**. Par exemple, au Kenya, on estime que 13 000 filles abandonnent l'école chaque année en raison d'une grossesse²⁷.



IMAGE : Des jeunes participent à un événement de Young Voices Against Child Marriage à Jakarta, en Indonésie. Photo : *Filles, Pas Epouses* /Graham Crouch

Contribution des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* :

- En collaboration avec des organisations de la société civile de Tanzanie et de Sierra Leone, [Equality Now](#) a déposé des actions en justice pour contester les politiques discriminatoires qui interdisent aux filles enceintes d'aller à l'école. En Sierra Leone, le gouvernement a maintenant levé l'interdiction²⁸. En Tanzanie, le gouvernement a annoncé que les filles enceintes pourront poursuivre leurs études dans des collèges de développement populaire, mais seront toujours exclues des écoles ordinaires²⁹.
- Au Congo-Brazzaville, [l'Association Solidarité et Actions pour le Développement Durable](#) mène des activités de sensibilisation auprès de parents et de leaders communautaires pour les encourager à mettre fin à la stigmatisation des filles enceintes et à appuyer la protection de l'enfance et l'éducation des filles.
- En Ouganda, la [Child Rights Development Foundation](#) plaide auprès de l'administration locale du district de l'Hoima en faveur de l'allocation de 5 % du budget de l'éducation à l'éducation sexuelle dans les écoles d'ici la fin de 2021.
- Au Mexique, la [Fundación Mexicana para la Planeación Familiar](#) promeut l'accès des adolescentes et des femmes à des services de santé sexuelle et reproductive, ainsi que l'accès à des services pour celles ayant subi des VBG.

Violence basée sur le genre en contexte scolaire

Dans de nombreux pays, les filles n'ont toujours pas accès à une éducation gratuite, de bonne qualité et sûre. La transition vers l'école secondaire est particulièrement difficile. En raison d'un manque d'écoles secondaires locales, les filles sont souvent confrontées à un long et parfois dangereux trajet vers l'école, ce qui rend les familles plus réticentes à scolariser leurs filles.

Un manque d'installations sanitaires non mixtes peut également augmenter le risque de VBG à l'école et ainsi donner lieu à un désintérêt envers l'éducation, la perturbation des études et l'abandon scolaire précoce. En 2018, plus d'un cinquième des écoles primaires dans le monde n'avaient aucune installation sanitaire de base non mixte. Quelque 335 millions de filles fréquentent des écoles primaires et secondaires dépourvues d'installations permettant de gérer l'hygiène menstruelle³⁰. En Afrique subsaharienne, l'UNESCO estime que 10 pour cent des filles ratent l'école pendant leurs menstruations en raison d'un manque d'installations et de produits d'hygiène tels que des serviettes hygiéniques³¹. Résultat : les filles accusent un retard et risquent davantage d'abandonner l'école. Les conséquences économiques de la COVID-19 ont exacerbé cette situation, comme les filles des familles les plus pauvres sont forcées de donner la priorité à d'autres besoins essentiels au détriment des produits d'hygiène menstruelle.



IMAGE : Monica, originaire du Sud-Soudan, aimerait devenir médecin. Photo: "Supporting girls' education" by Oxfam East Africa is licensed under [CC BY 2.0](#)

Faits à travers le monde

- Plus d'**une fille sur quatre** scolarisée d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine a signalé ne jamais ou rarement se sentir en sécurité sur le chemin de l'école ou du retour³².
- **Cinquante-cinq pour cent des filles du Honduras** signalent ne pas aller à l'école en raison de la violence physique perpétrée par les enseignant-e-s, tandis que **22 % des étudiantes du Malawi** signalent rater l'école en raison d'expériences sexuelles non désirées. Il est courant pour celles qui poursuivent leurs études après de telles expériences d'obtenir de mauvais résultats, comme elles tentent d'éviter d'attirer l'attention de leurs enseignant-e-s et de leurs pairs³³.
- Plus d'**une école primaire sur cinq** dans le monde n'avait aucune installation sanitaire de base non mixte en 2018³⁴.
- Quelque **335 millions de filles** fréquentent des écoles dépourvues d'installations permettant de gérer l'hygiène menstruelle³⁵.
- **Dix pour cent des filles** d'Afrique subsaharienne ratent l'école pendant leurs menstruations en raison de l'absence d'installations et de produits d'hygiène tels que des serviettes hygiéniques³⁶.

Contribution des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* :

- En Somalie, le [Galkayo Education Centre for Peace and Development](#) plaide en faveur de la distribution de nécessaires sanitaires gratuits dans les écoles.
- Au Kenya, le [Girl Child Network](#) plaide en faveur d'installations sanitaires sensibles au genre dans les écoles et de la distribution de serviettes hygiéniques, de sous-vêtements et autres articles nécessaires à la gestion de la santé menstruelle des filles dans les écoles.
- En Ouganda, [Raising Teenagers Uganda](#) distribue des serviettes hygiéniques réutilisables aux filles et aide ces dernières à gérer leurs règles dans le respect de leur dignité. L'organisation milite également en faveur de la diminution du coût des articles d'hygiène menstruelle pour les filles et les femmes.
- En Sierra Leone, [Youth Help Sierra Leone](#) organise des formations sur la VBG et le harcèlement sexuel dans les écoles et aide les filles et les garçons des écoles secondaires à créer des clubs, à émanciper leurs pairs et à dire non à toute forme de violence sexuelle.

Conflits et crises humanitaires

Le nombre de mariages d'enfants augmente également dans les contextes de crise humanitaire. Lorsque les familles font face à une montée de la violence et de la pauvreté, le mariage des enfants peut apparaître comme un moyen de réduire les difficultés économiques et de protéger les filles de la montée de la violence.

Les écoles sont souvent la cible d'attaques directes et les filles sont particulièrement exposées au risque de violence sexuelle, de traite et de répression violence de leur éducation. Dans la foulée d'un conflit, les filles sont moins susceptibles de retourner à l'école que les garçons parce que leurs familles craignent la violence sexuelle et l'insécurité générale à l'école ou sur le chemin de l'école et donnent la priorité au paiement des frais de scolarité des garçons. Les filles peuvent également avoir des tâches et des responsabilités familiales supplémentaires³⁷.

L'éducation peut contribuer à prévenir les conflits et lorsque l'enseignement est perturbé, cela peut entraîner des conséquences à long terme sur les communautés. Entre autres, la violence contre les enfants augmente et la population craint de se rendre dans les établissements d'enseignement. Dans de telles circonstances, les filles font face à un risque accru de mariage.

Faits à travers le monde

- Les **dix pays** où les taux de mariages d'enfants sont les plus élevés sont considérés comme des États fragiles³⁸.
- Dans les pays fragiles ou touchés par des conflits, les adolescentes sont près de **90 % plus susceptibles** de ne pas fréquenter l'école secondaire³⁹.
- Dans ces contextes, les filles sont également **2,5 fois plus susceptibles** de ne pas fréquenter l'école que les garçons⁴⁰.
- Entre 2015 et 2019, **7 300 attaques directes** contre les écoles ont été enregistrées⁴¹.
- Entre 2015 et 2019, on a tué, blessé, enlevé, menacé, arrêté et emprisonné **8 000 élèves**, enseignant-e-s et autres membres du personnel scolaire⁴².

Contribution des organisations membres de Filles, Pas Epouses :

- Au Liban, l'Association Sawa pour le développement offre des services d'enseignement et des formations professionnelles aux filles libanaises et réfugiées pour leur permettre d'éviter le mariage des enfants.
- Au Mozambique, l'Associação Moçambicana para o Desenvolvimento da Família offre des services de prévention et d'intervention liés à la VBG dans les centres de réinstallation, avec une emphase sur l'éducation. L'association a recours notamment à des brigades mobiles et offre des services de santé mentale et des séances de sensibilisation aux leaders communautaires, aux filles non scolarisées et à leurs familles.

COVID-19

Les répercussions de la pandémie menacent deux cibles des ODD : mettre fin au mariage des enfants et veiller à ce que toutes les filles aient accès à une scolarité de qualité de 12 ans d'ici 2030. Voici certains des principaux facteurs menaçant les progrès des dernières années :

- En 2020, **la fermeture d'écoles et d'autres espaces d'enseignement a touché plus de 1,5 milliard d'enfants** de 194 pays, soit plus de 90 % de la population étudiante mondiale.
- En raison des contrecoups économiques de la pandémie, **11 millions de filles et de jeunes femmes supplémentaires pourraient abandonner l'école ou ne pas y avoir accès** en 2021. Bon nombre d'entre elles pourraient ne jamais y retourner⁴³.
- On prévoit que des compressions de **210 milliards de dollars américains** seront faites dans le domaine de l'éducation en 2021 en raison de la baisse du PIB. Par ailleurs, de plus en plus de pressions sont exercées pour réaffecter des ressources à la santé et aux filets de sécurité sociale⁴⁴.
- On s'attend à ce que 10 millions de filles supplémentaires se marient d'ici 2030 en raison de la COVID-19, ce qui porterait à 110 millions le nombre total de filles mariées pendant cette période⁴⁵.
- **Les filles des familles et des communautés les plus marginalisées** seront touchées de manière disproportionnée.
- Les filles de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire **ne jouissent pas de l'égalité d'accès au téléphone mobile et à Internet**. Aussi, elles sont désavantagées lorsque l'enseignement se fait à distance et en ligne.
- **Les filles qui doivent s'occuper davantage des enfants et des tâches domestiques** pendant la pandémie ont moins de temps pour étudier.

Contribution des organisations membres de Filles, Pas Epouses

- Un total de **190 organisations** (dont *Filles, Pas Epouses* et bon nombre de ses organisations membres) ont signé un appel à l'action pour le financement national de l'éducation dans le contexte d'après-COVID. L'appel à l'action propose des démarches simples concernant les budgets, l'équité fiscale, l'austérité et l'aide pour protéger le financement de l'éducation et encourager la reprise.



IMAGE : Des filles participent à une séance de théâtre avec le Comité international de secours, au Liban.
Photo : Filles, Pas Epouses / Thom Pierce

Recommandations

L'éducation inculque aux filles les compétences leur permettant de s'épanouir et réduit le risque de mariage des enfants. Pour changer la vie d'innombrables filles au moyen d'un accès accru à l'éducation, les gouvernements doivent investir dans la scolarité des filles, leur rétention scolaire et la sécurité des écoles.

Nous appelons les États à :

Mener des actions intersectorielles pour garantir aux filles exposées à un risque de mariage et aux filles déjà mariées un accès à 12 années de scolarité de qualité et sensible au genre.

- **Garantir un accès à 12 années d'enseignement primaire et secondaire gratuit et obligatoire** pour l'ensemble des filles et des garçons en éliminant tous les frais de scolarité et coûts indirects.
- **Veiller à ce que les États bailleurs de fonds consacrent des ressources à l'éducation des filles** en vue de combler les lacunes de financement, notamment en réalisant la cible de 5 milliards de dollars pour la période 2021-2025 de la campagne « Reconstitution des ressources » du Partenariat mondial pour l'éducation (les fonds serviront à aider les pays à faible revenu à offrir une éducation de qualité).
- **Veiller à ce que le financement national de l'éducation** corresponde au moins à 4 à 6 % du PIB et/ou représente au moins 15 à 20 % des dépenses publiques. À la lumière de la crise du financement de l'éducation (aggravée par la pandémie de COVID-19), nous appelons les États à protéger les dépenses consacrées à l'éducation en suivant les recommandations de la [campagne mondiale Un milliard de voix pour l'éducation](#) et de la [campagne de financement national 2025 du Partenariat mondial pour l'éducation](#).
- **Veiller à ce que les dépenses nationales pour l'éducation soient équitables, efficaces et efficientes** de manière à garantir l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation et intégrer des stratégies à l'égard du mariage des enfants et à l'appui des filles exposées à un risque mariage et des filles déjà mariées.
- **Mettre au point des plans sectoriels et des systèmes éducatifs sensibles au genre** qui tiennent compte du lien à double sens entre le mariage des enfants et l'éducation des filles, répondent aux droits des filles exposées à un risque de mariage et aux filles déjà mariées et encouragent la participation active des filles à l'élaboration des plans et des programmes d'enseignement.
- **Collecter, analyser et utiliser des données de meilleure qualité** pour étudier les obstacles à l'éducation des filles marginalisées et l'impact des plans, des politiques et du financement en matière d'éducation sur le mariage des enfants et les grossesses chez les adolescentes.

Influer sur les causes du mariage des enfants par la création d'écoles inclusives, adaptées aux filles et exemptes de violence.

- **Garantir l'absence de violence dans les écoles**, en mettant en place des mesures visant à prévenir la violence et à protéger les filles, en établissant des mécanismes de signalement confidentiels, en enseignant aux éducateur·rice·s comment reconnaître et signaler des cas de maltraitance et en fournissant des espaces sûrs aux adolescentes, notamment à celles exposées à un risque de mariage et aux filles déjà mariées.
- **Favoriser un environnement et un programme scolaires promouvant l'égalité des genres** en créant du matériel pédagogique sensible au genre, en faisant la promotion de modèles féminins (notamment des enseignantes et dirigeantes dans le domaine de l'éducation) et en encourageant les filles à étudier les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques.

- **Fournir des installations sanitaires et des toilettes privées et sûres**, ainsi que des produits d'hygiène menstruelle aux filles dans les écoles.
- **Veiller à l'enseignement d'une éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge**, notamment en ce qui concerne les comportements sexuels responsables et la prévention des grossesses précoces, et veiller à ce que les filles aient accès à des services de santé sexuelle et reproductive à l'école et hors de l'école.
- **Mettre fin aux politiques et pratiques discriminatoires qui excluent les filles enceintes, les jeunes filles mariées et les jeunes mères** de l'école, mettre en œuvre des politiques de réinsertion en faveur du retour aux études des jeunes mères et financer des stratégies nationales qui favorisent le retour des jeunes femmes aux études après l'accouchement.
- **Soutenir la sensibilisation des communautés** pour veiller à ce que les parents, les leaders et autres membres des communautés reconnaissent l'importance d'éduquer les filles et de retarder le mariage.

Veiller à ce que les filles exposées à un risque de mariage d'enfant et les filles déjà mariées continuent d'avoir accès à une éducation de qualité et sans danger dans les situations de crise, y compris pendant la pandémie de COVID-19.

- **Veiller à ce que les politiques et les plans sectoriels de l'éducation anticipent les risques** et répondent aux besoins des adolescentes en contexte de crise, notamment les filles exposées à un risque de mariage et les filles déjà mariées.
- **S'assurer que chaque groupe sectoriel du domaine de l'humanitaire tienne compte des filles et les consulte dans le cadre de leurs programmes** (en particulier les secteurs de l'éducation, de la santé, de la coordination et de la gestion des camps, de l'eau, de l'assainissement et de l'hébergement) pour veiller à une réponse multisectorielle globale. Plus précisément, renforcer la coordination entre le secteur de la protection et celui de l'éducation de manière à identifier les filles exposées à un risque de mariage et d'abandon scolaire.
- **Veiller à ce que chaque enfant ait accès à un enseignement de qualité lorsque les écoles sont fermées (y compris une éducation complète à la sexualité)** en investissant dans des méthodes d'enseignement à distance inclusives et sensibles au genre et en maintenant des communications régulières entre les enseignant·e·s, les élèves et les familles afin de stimuler la motivation des élèves et prévenir l'abandon scolaire des filles.
- **Aider les filles enceintes, les filles déjà mariées et les jeunes mères à reprendre leurs études** lors de la réouverture des écoles. À cette fin, il pourrait s'avérer nécessaire de fournir un apprentissage flexible, des cours de rattrapage et des cours accélérés. Il conviendrait également de vérifier la liste d'inscription et d'effectuer un suivi auprès des filles qui ne sont pas retournées à l'école.
- **Adopter et mettre en œuvre l'appel à l'action « Safe to learn » et la déclaration sur la sécurité dans les écoles et veiller à ce que les écoles dans les zones de conflit ainsi que le trajet vers et depuis ces écoles soient protégés et exemptes de toute violence.**
- **Appuyer la fourniture d'une assistance médicale et psychosociale** aux survivant·e·s d'attaques contre l'éducation en tenant compte des besoins et des expériences propres aux adolescentes.

Références

- ¹Q. Wodon et al., *Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls*, Washington DC, Banque mondiale, 2018a.
- ²R. Marcus, *Education and gender norm change*, ALIGN platform, 2018.
- ³UNESCO, *Un an d'éducation perturbée par la COVID-19 : où en sommes-nous ?*, 2021.
- ⁴UNICEF, *Child marriage database*, 2021a.
- ⁵United Nations Economic and Social Council, *Progress towards the Sustainable Development Goals: Report of the Secretary-General. Supplementary Information*, 2020.
- ⁶UNICEF, *Covid-19. A threat to progress against child marriage*, 2021b.
- ⁷UNICEF, 2021a, op. cit.
- ⁸Ibid.
- ⁹UNESCO, « *Une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans l'éducation* », *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020, Rapport sur l'égalité des genres*.
- ¹⁰Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), *Mujeres Indígenas*, 2017.
- ¹¹Human Rights Watch, *Ne marginaliser aucune fille en Afrique : discrimination dans l'éducation contre les filles enceintes et les mères adolescentes*, 2018.
- ¹²Q. Wodon et al., *Economic impacts of child marriage: Educational Attainment*, Washington, DC, Banque mondiale et Centre international de recherche sur les femmes, 2017a.
- ¹³Q. Wodon et al., *Economic impacts of child marriage: Global synthesis brief*, Washington, DC, Banque mondiale et Centre international de recherche sur les femmes, 2017b.
- ¹⁴Q. Wodon et al., 2018a, op. cit.
- ¹⁵Ibid.
- ¹⁶Banque mondiale, *Voice and Agency: Empowering Women and Girls for Shared Prosperity*, 2014.
- ¹⁷Partenariat mondial pour l'éducation, *Les bienfaits de l'éducation*.
- ¹⁸Partenariat mondial pour l'éducation, *Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas investir dans l'éducation des filles*.
- ¹⁹Q. Wodon et al., 2017a, op. cit.
- ²⁰A. Malhotra et S. Elnakib, *Évolution dans les données sur le mariage d'enfants, 2000-2019*, Programme mondial FNUAP-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants.
- ²¹Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Plan International France et UNESCO, *Pékin+25: la génération égalité commence par l'éducation des adolescentes*, Paris, Plan International France, 2020.
- ²²Département des affaires économiques et sociales – Peuples Autochtones des Nations Unies, *Pueblos Indígenas - Educacion*.
- ²³R. Marcus, 2018, op. cit.
- ²⁴Filles, Pas Epouses, *Girls' education and child marriage survey*, 2020a.
- ²⁵A. Bajracharya, S. R. Psaki, et M. Sadiq, *Child marriage, adolescent pregnancy and school dropout in South Asia*, rapport de Population Council pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Katmandou, 2019.
- ²⁶UNICEF, 2020, op. cit. ; *ibid*.
- ²⁷Rutgers International, *Joint advocacy for comprehensive sexuality education: KENYA*, 2016.
- ²⁸Equality Now, *Victory for girls in Sierra Leone as the government lifts the ban that prohibits pregnant schoolgirls from attending school!*, 2020.
- ²⁹Human Rights Watch, *Discrimination in Tanzania's schools ruining girls' lives*, 2021.
- ³⁰UNESCO, 2020, op. cit.
- ³¹UNESCO, *Tenir nos engagements en faveur de l'égalité des genres dans l'éducation, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, Résumé sur l'égalité des genres*, Paris, UNESCO, 2018.
- ³²Plan International, *Hear our voices: Do adolescent girls issues really matter?*, 2014.
- ³³UNICEF, 2020, op. cit. ; *ibid*.
- ³⁴Ibid.
- ³⁵Ibid.
- ³⁶Rutgers International, 2016, op. cit.
- ³⁷GCPEA, *Education under attack 2020*, 2020.
- ³⁸Filles, Pas Epouses, *Les causes du mariage des enfants*, 2020c.
- ³⁹UNESCO, *L'aide humanitaire pour l'éducation : les raisons de son importance, pourquoi il faut l'intensifier*, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation, document de référence 21*, Paris, UNESCO, 2015.
- ⁴⁰Ibid.
- ⁴¹GCPEA, 2020, op. cit.
- ⁴²Ibid.
- ⁴³UNESCO, 2020, op. cit.
- ⁴⁴ActionAid, *Ten point call to action on domestic financing of education post-Covid*, 2020.
- ⁴⁵UNICEF, *COVID-19: A threat to progress against child marriage*, 2021.

Filles, Pas Epouses est un partenariat mondial composé de plus de 1 500 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser pleinement leur potentiel.



Publié en Juillet 2021 par
Filles, Pas Epouses

Seventh Floor
65 Leadenhall Street
London
EC3A 2AD
United Kingdom

-  0203 725 5858
-  0207 603 7811
-  www.fillespasepouses.org
-  info@GirlsNotBrides.org
-  [GirlsNotBrides](https://twitter.com/GirlsNotBrides)
-  www.facebook.com/GirlsNotBrides

Filles, Pas Epouses est une société à responsabilité limitée par garantie (Reg. No. 8570751) et une organisation caritative enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (Reg. No. 1154230).